

près, vont au crédit du parti libéral et non pas à celui du parti conservateur. Il s'agit là d'un trompe-l'œil auquel le parti conservateur a constamment eu recours depuis quatre ans en matière de relations extérieures en vue de chercher à induire la population en erreur.

Les faits, monsieur le président, ont été consignés au compte rendu des délibérations du Parlement il y a deux ans et sept jours. Ils sont on ne peut plus clairs et simples. Je pourrais les citer du harsard si les honorables députés le désirent, mais je crois qu'il me sera plus facile d'en donner un résumé. C'est ce que je vais faire, et si l'on me met au défi de les consigner au compte rendu je le ferai bien volontiers. Voici d'abord le résumé. Au chapitre de la sécurité sociale, les augmentations des dépenses autorisées par le gouvernement libéral dans le dernier budget présenté par M. Walter Harris étaient plus considérables, au total, que les dépenses autorisées par le gouvernement conservateur à l'automne de 1957. J'ai les chiffres exacts par-devers moi. Les gens parlent de \$6, mais il ne disent jamais que les allocations familiales ont été augmentées lors de cette session-là ni que les prestations de sécurité sociale autorisées par le gouvernement libéral en 1957 étaient plus fortes que les augmentations apportées par le très honorable premier ministre en novembre 1957. C'est un fait qu'a admis, à la Chambre, le ministre des Finances quand il a été forcé de répondre à une question et de produire des données statistiques. Voilà un fait que personne ne peut nier.

Or, une peste de vulgaires... (*Exclamations*)

**L'hon. M. Monteith:** Regardez derrière vous!

**L'hon. M. Pickersgill:** ...arguments politiques se sont fondés sur l'augmentation de \$6 apportée aux pensions de vieillesse en 1957; toutefois, ces \$6 étaient une augmentation d'exactement 15 p. 100. Entretemps, c'est-à-dire entre le moment où tous les partis, avec l'appui enthousiaste du présent ministre des Finances, ont décidé, en 1951, que le montant de \$40 constituait une pension de vieillesse universelle acceptable, et en 1957, l'augmentation du coût de la vie avait été d'exactement 15 p. 100. Je ne dis pas que \$40 étaient suffisants en 1951. Mais tous les députés l'ont dit. Je n'étais pas député à cette époque. Tout le monde, tous les partis, le ministre des Finances comme le premier ministre, se sont prononcés pour la mesure. Ils l'ont acclamée. Ils ont dit que c'était là une bonne chose. Or, si c'était une bonne chose en 1951, pourquoi est-elle subitement devenue mauvaise en 1957? Ces choses étaient

[L'hon. M. Pickersgill.]

difficiles à comprendre pour n'importe qui, c'est-à-dire pour quiconque respecte les principes ou possède un certain sens de la responsabilité.

Mais ce n'est pas seulement la pension de vieillesse qu'on a relevée en 1957. Les allocations familiales l'ont été également. On a procédé à un relèvement général dans le domaine de la sécurité sociale, et il n'y en a jamais eu depuis. De plus, monsieur l'Orateur, sauf pour certaines prestations destinées aux anciens combattants, il n'y a eu aucune augmentation de prévue par le gouvernement actuel en ce qui concerne les versements au titre de la sécurité sociale, depuis les élections de 1958, jusqu'à maintenant, c'est-à-dire à la veille d'autres élections.

Or, ce que le gouvernement a fait entre les deux élections prête, évidemment, à beaucoup d'interprétations. Étant donné qu'à l'opposé de ces messieurs, je n'ai nul désir d'imputer des motifs, je n'en imputerai pas. J'en laisse le soin au public. Ce qui est extraordinaire, c'est que tout ce qu'ils avaient promis de faire après les élections de 1958, ils l'ont oublié jusqu'au 18 janvier 1962. A ce moment-là, ils découvrent que la constitution les empêche d'agir. Voilà donc ce grand parti de la justice sociale, d'une justice sociale que l'on retrouve à la veille des élections pour l'oublier ensuite. (*Exclamations*) La population du Canada peut se laisser prendre une fois par ce genre de choses, mais pas une seconde fois. Nous avons vu ici couler des larmes d'attendrissement sur les provinces et les magnifiques versements qu'on leur fait. Or, les versements que MM. Harris et St-Laurent ont demandé au Parlement d'approuver en 1956, c'est-à-dire l'augmentation prévue en 1956, était plus considérable que celle qu'a accordée depuis le gouvernement actuel. L'augmentation accordée entre 1956-1957 et l'exercice 1957-1958, par un gouvernement libéral, et non par un gouvernement tory, était de plus de 100 millions de dollars. On n'a rien fait de tel depuis. C'est un fait, un fait qu'il est impossible de réfuter.

Je viens de consulter l'exposé budgétaire de M. Harris, afin de voir ce qui s'était passé l'année précédente. Il y avait eu une augmentation de 40 millions de dollars l'année qui précédait ce budget-là. En 1955-1956 et 1956-1957, on a constaté une augmentation de 40 millions de dollars, puis une autre de 100 millions, l'année suivante. Ces messieurs n'ont rien fait de comparable. C'est nous qui avons accompli toutes ces choses tout en administrant le pays. Nous avons administré le pays, tout en gardant un excédent. Nous remboursions la dette nationale et le pays prenait de l'essor. Il était prospère.

Or, que s'est-il passé? Peut-être n'était-ce qu'un accident, une coïncidence peut-être.